

# **Lettre ouverte du Collectif en faveur de l'École Centrale de Toulouse à Dominique Poquillon, présidente de Toulouse-INP**

*Toulouse, le 17 décembre 2024*

## **Madame la Présidente de Toulouse-INP,**

Pour déterminer si, oui ou non, une future École Centrale Toulouse disposait d'une masse critique de personnel en adéquation avec le plan de soutenabilité validé par les services de la tutelle, l'ENSEEIH a décidé d'organiser une consultation de ses personnels. Elle a eu lieu le 13 décembre dans le respect des règles fixées par le Recteur et la DGESIP (Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle), à savoir :

- une question simple avec pour seule réponse " OUI " ou "NON " ;
- un périmètre bien délimité sur les forces pérennes de l'école, titulaires, CDI et CDD, hors personnels de laboratoires.

C'est une commission électorale indépendante de la direction de l'établissement qui a été chargée de mettre en œuvre ce scrutin dans la plus grande transparence. Les seuils fixés par la tutelle pour assurer la Viabilité des deux entités, l'École Centrale ainsi que la partie restante de l'ENSEEIH, étaient les suivants : entre 40 et 60 enseignants et enseignants-chercheurs ; entre 40% et 60% des BIATSS hors laboratoires.

Le scrutin a bénéficié d'un taux de participation de près de 93%. 52 enseignants, enseignants-chercheurs et 59% des BIATSS, ont exprimé la volonté de rejoindre École Centrale Toulouse. Les critères fixés par le Rectorat pour assurer une masse critique des personnels, gage de viabilité d'une École Centrale Toulouse, ont donc été atteints, permettant à ce projet de franchir une étape décisive vers sa mise en œuvre.

## **Un véritable déni de démocratie !**

Dans le même temps, en votre qualité de Présidente de l'INP, vous avez jugé opportun d'organiser votre propre consultation. Celle-ci n'ayant pas été validée par le Rectorat et sa méthodologie ne permettant pas de répondre à la question posée (viabilité d'une école Centrale) nous ne lui accordons aucun crédit. Par ailleurs, le protocole de consultation voté par le CA de l'INP il est stipulé : « *sans réponse (NDLR : à la consultation) l'agent titulaire est réputé ne pas être prêt à exercer ce droit, c'est-à-dire, sera compté comme un vote "NON "* ». Un véritable déni de démocratie !

Si l'on compare les deux scrutins, celui de l'ENSEEIH et celui de Toulouse INP qui se sont tenus simultanément, sur le périmètre des enseignants et enseignants-chercheurs titulaires, strictement le même dans les deux consultations (à une unité près ?), 68 personnes ont voté "NON" dans les deux cas, 17 ont voté "OUI" dans le scrutin de l'INP et 44 dans celui de l'ENSEEIH.

S'agissant du périmètre des BIATSS titulaires, dans le scrutin de l'INP, sur 59 inscrits (personnels de laboratoires inclus), seuls 9 ont voté "OUI", alors dans celui de l'ENSEEIH, sur 38 inscrits (personnels de laboratoires exclus), 16 ont voté "OUI"... Au vu de ces résultats, le doute n'est plus permis : contrairement à la consultation organisée par l'ENSEEIH, celle réalisée à l'initiative de l'INP a été boycottée par une partie significative des personnels et n'est pas représentative de la réalité du terrain, malgré les nombreux rappels de mails et pressions à voter. À nos yeux et compte tenu de ces biais de conception, elle peut être considérée comme nulle et non avenue.

Il est à noter en outre que dans la consultation conduite par l'INP, les collègues, personnels contractuels ont été délibérément exclus des listes des votants. Or, ils contribuent sans relâche et avec le même engagement au maintien du service public offert à nos étudiants. Ils ont fait le choix de mettre leur talent au service d'une institution en laquelle ils croient comme les personnels titulaires alors qu'ils ont connu des carrières brillantes dans des domaines tellement riches. Ne pas les avoir intégré au périmètre des votants fausse donc la représentativité et l'équité de la consultation conduite par l'INP.

Quelques heures après la clôture des deux consultations, alors même qu'aucun mail de votre part n'est venu rendre compte devant les personnels des résultats du scrutin de l'INP. Par contre, dès le lendemain du scrutin un article paraissait sur le site d'un quotidien régional énonçant une contre-vérité : *"Enseignement supérieur : clap de fin pour l'école d'ingénieurs INP Toulouse qui envisageait un partenariat avec le prestigieux groupe des Écoles Centrales"*, titrait-il. Cet article ne faisait nullement état du scrutin de l'ENSEEIH. Relayant votre analyse partielle de celui de l'INP, votre service communication soulignait que la consultation témoignait *« d'un rejet net et majoritaire du projet proposé, mais également de l'importance pour chaque membre de la communauté de se faire entendre dans un cadre respectueux et inclusif »*. On pourrait en sourire si l'avenir des élèves et des personnels de l'ENSEEIH désireux de rejoindre École Centrale Toulouse n'était en jeu !

Ainsi, selon vous, Madame la présidente, 43,82% des gens qui votent "OUI" à la question *« voudriez-vous rejoindre l'Ecole centrale si celle-ci était créée »*, illustreraient un rejet net ? Affirmer, comme vous le faites, que seules 26 personnes ont voté "OUI" alors qu'elles sont en réalité 78, est-ce la définition d'un cadre respectueux et inclusif ? Dans cet article de presse, vous saluez la mobilisation de 76% du scrutin de l'INP en omettant de parler des 93% de participation au scrutin de l'ENSEEIH ! En quoi est-ce respectueux et inclusif pour l'ensemble des personnels de l'ENSEEIH ?

### **Des personnels en souffrance**

Madame la Présidente, vous dites que c'était une étape essentielle pour donner la parole à nos personnels sur le sujet, alors, pourquoi ignorez-vous les suffrages des 78 personnes, soit 43,82% des agents de l'ENSEEIH qui sont prêtes à se mobiliser sur un projet de formation ambitieux à l'échelle du site toulousain, et dont tout le monde serait bénéficiaire ?

Madame la Présidente, pourquoi refuser d'entendre que les personnes investies dans le projet École Centrale Toulouse sont en souffrance, non pas à cause du projet lui-même, comme on cherche à nous le faire croire, mais du fait de l'obstination de vos équipes à agir comme si ce projet était l'œuvre de la seule direction de l'ENSEEIH alors qu'il est soutenu par près de la moitié des personnels de notre école !

Il est temps pour vous, Madame la Présidente, de sortir l'établissement de cette situation anormale où, passant par-dessus les personnels vous communiquez les résultats d'une consultation par voie de presse, passant par-dessus les consignes de vos tutelles (rectorat & DGESIP) vous avez torpillé une démarche de conciliation. Il vous faut constater que le seul frein qui subsiste à la création d'une École Centrale Toulouse est le blocage systématique du CA de l'INP et de vous-même et votre refus de consentir à une partie de l'ENSEEIH le droit de participer à ce formidable projet. Ne doutez pas de notre détermination à nous battre pour que cette création voit le jour car il en va de l'intérêt de tous : élèves, enseignants, enseignants-chercheurs, BIATSS, industriels, économie de la région Occitanie et, au-delà, la société tout entière que la nouvelle École Centrale Toulouse, ses enseignants et ses diplômés, sauront accompagner dans les immenses défis scientifiques, technologiques et sociétaux auxquels elle devra faire face.

Veillez agréer, Madame la présidente, l'expression de nos salutations distinguées.

**Le collectif**

[centrale.toulouse.2025@gmail.com](mailto:centrale.toulouse.2025@gmail.com)